
INTRODUCTION

Anne CLERVAL, Antoine FLEURY,
Julien REBOTIER et Serge WEBER

Dans *Hémisphère Gauche*, Razmig Keucheyan s'interroge sur le devenir des pensées critiques dans un contexte social en forte recomposition, où le sujet de l'émancipation apparaît bien plus confusément qu'à une époque où de grandes confrontations sociales dénonçaient la domination. Outre le brouillage des formes de résistance ou de lutte, c'est aussi la domination qui apparaît plus complexe et qui change d'échelle. Cette redéfinition des rapports de domination comme des sujets de l'émancipation accompagne les transformations de leur dimension spatiale. Dans le paysage de recomposition de la pensée critique dépeint par Razmig Keucheyan (2010), deux perspectives principales se dégagent. D'un côté, les ressorts de la domination se trouvent dilués et les leviers de l'action atomisés, ce qui affaiblit le sens fondamental de l'émancipation. D'un autre côté se présente le grand chantier d'une réflexion transversale sur les rapports de domination et la possibilité de prendre part à un projet émancipateur qui tienne compte des dimensions spatiales des sociétés contemporaines.

HÉRITAGE INTELLECTUEL ET RENOUVEAU DES PENSÉES CRITIQUES SUR L'ESPACE

Ce grand chantier passe aujourd'hui par la réappropriation d'un héritage, de pratiques, voire par la relecture de postures contestataires un temps reléguées. En France, les années 1970 ont constitué une sorte d'âge d'or de l'articulation des courants intellectuels et universitaires avec des mouvements collectifs et organisés de contestation sur le terrain (Mathieu, 2010). À cette époque coexistaient deux familles de revendications qui interagissaient l'une avec l'autre : l'une, issue du mouvement ouvrier et fortement encadrée par le Parti communiste et la CGT, porte des revendications collectives qui ont une base matérielle, et une autre émerge après 1968, dont les acteurs se saisissent de nouvelles causes touchant aux minorités, au corps et à la sphère privée. À côté du marxisme orthodoxe se développent des mouvements plus inspirés par un marxisme hétérodoxe, le trotskisme, le maoïsme ou l'anarchisme. Ces inspirations ont également

traversé les mouvements anticolonialistes, antiracistes et féministes. Tous ces mouvements ont progressivement décliné ou se sont institutionnalisés depuis, en particulier au cours des années 1980 et 1990. Un certain nombre d'interprétations ont été avancées pour expliquer ce déclin, notamment l'effondrement du système communiste. Luc Boltanski et Ève Chiappello (1999) ont aussi montré que la « critique artiste » du capitalisme avait été récupérée par celui-ci à travers les nouvelles formes de management, marginalisant la « critique sociale ». La reconfiguration des modes de production et des rapports sociaux a contribué à l'affaiblissement et à l'isolement d'une pensée critique rendue inoffensive, incapable d'incarner les transformations potentielles d'un ordre social établi.

La pensée critique développée en France au cours des années 1970 a en partie circulé à travers le monde. Avec l'École de Francfort et ses héritiers, elle a alimenté une pensée critique qui s'est profondément renouvelée, en lien avec des mouvements collectifs de contestation variés : mouvements subalternistes dans le monde indien, mouvements liés au marxisme révolutionnaire ou à la question indigène en Amérique latine, ou encore mouvements radicaux aux États-Unis et au Royaume-Uni (Keucheyan, 2010). Au-delà de la variété de ces filiations, on observe un lien fort avec les effets matériels du capitalisme néolibéral, renvoyant à ce qu'Axel Honneth (2012) appelle les « paradoxes du capitalisme », et de nombreuses circulations d'idées d'un pays à l'autre.

Parmi les références francophones qui ont contribué à ce renouvellement, on retrouve certes des travaux qui articulent une théorie critique et marxiste d'une part et une pensée de l'espace d'autre part, comme ceux de Henri Lefebvre et une partie de ceux de la sociologie urbaine marxiste (Castells, Godard, 1974 ; Lojkin, 1977). Mais la plupart des références les plus citées, comme les travaux de Pierre Bourdieu et de Luc Boltanski, font une place réduite à l'espace, les travaux des géographes francophones des années 1970 et 1980 demeurant relativement ignorés.

Pourtant, la géographie française a très tôt accueilli en son sein un courant marxiste, dans un contexte marqué par les guerres coloniales, l'insurrection de Budapest en 1956 et le printemps de Prague en 1968. Cette géographie se saisit alors d'objets aussi divers que la ville et les rapports ville-campagne, le Tiers Monde et la lutte anticoloniale. Les géographes marxistes ont pour principale préoccupation de changer les choses, ils ont notamment cru à l'aménagement du territoire. Il faut noter l'influence très importante de Jean Dresch et de Pierre George qui ont marqué toute une génération, notamment Michel Rochefort, Raymond Guglielmo ou encore Yves Lacoste. Parmi eux, Raymond Guglielmo a fondé la revue *Espace et luttes*, s'est engagé aux côtés des ouvriers dans ses études de géographie industrielle et a participé à la création de Larzac-universités. De son côté, Yves Lacoste, auteur du célèbre pamphlet *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* (2012 [1976]), est devenu une référence pour les mouvements

anticolonialistes puis a fondé la revue *Hérodote*, brèche ouverte pour la contestation de la géographie universitaire conservant l'ordre établi.

Au même moment, un groupe de géographes de l'Ouest de la France, autour de Robert Hérim et Armand Frémont notamment, s'intéressent à l'espace comme produit des rapports sociaux et se considèrent comme des géographes militants. Ils font école et de nombreux géographes s'en réclament aujourd'hui, en particulier au sein du laboratoire ESO (Espaces et sociétés). D'autres géographies sociales émergent également dans d'autres régions, notamment autour de Renée Rochefort à Lyon et d'André Vant à Saint-Étienne. Enfin, de manière plus ou moins explicite, d'autres approches en géographie, notamment sur les migrations, sur le Tiers Monde ou encore sur la ségrégation urbaine témoignent d'affinités avec des postures critiques. En définitive, un large corpus de géographie économique, de géographie industrielle, de géographie du travail ou encore de géographie des inégalités s'est donc constitué en France au cours des années 1970 et 1980.

Ces approches se sont considérablement renouvelées durant la dernière décennie. Cela s'inscrit dans un contexte plus large de reprise de la contestation sociale à partir des années 1990 et dans les années 2000, contre la montée en puissance du néolibéralisme. Ce renouvellement implique des anciens restés fidèles à leurs engagements et une nouvelle génération prête à remettre en cause l'ordre établi. Au cours de ces années s'engage, dans de nombreuses disciplines, un important travail de relecture de Marx, comme autour de la revue *Actuel Marx*, qui favorise de fructueuses réinterprétations. Dans la géographie francophone, plusieurs champs de recherche ont émergé, s'incarnant dans des colloques ou de nouvelles revues comme *Justice spatiale/Spatial Justice*¹, articulés autour de la géographie culturelle, de la question de la justice spatiale et environnementale ou encore d'approches critiques de l'urbanisme. Ils ont considérablement enrichi le corpus théorique sur la dimension spatiale des rapports de domination.

Ce renouvellement s'est nourri des approches critiques ou radicales des années 1970 et 1980, mais il est également en partie lié à la réception en France de la géographie radicale anglophone, dont certains travaux ont été traduits dans les années 2000 (Staszak *et al.*, 2001 ; Harvey, 2010). Le rayonnement de la géographie radicale anglophone se lit d'ailleurs aussi dans certains travaux de science politique, en particulier dans le champ de la recherche urbaine².

Il est vrai que la géographie radicale anglophone constitue aujourd'hui un corpus théorique et empirique de référence à travers le monde. Cette géographie

1. La revue *Justice spatiale/Spatial justice* est elle-même issue de la dynamique du colloque « Justice et injustices spatiales » qui s'est tenu à l'université de Nanterre en mars 2008.

2. On peut citer, à titre d'exemples, le colloque « Le peuplement, catégorie insaisissable des politiques urbaines ? » (Saint-Étienne, novembre 2011) ou « La ville néo-libérale : une thèse crédible ? » (Saint-Étienne et Lyon, septembre 2012).

s'est construite autour d'approches marxistes et ouvertement contestataires, notamment à partir de l'expérience fondatrice de William Bunge à Detroit³, mais qui demeurent puissantes aujourd'hui dans les universités nord-américaines ou britanniques. Elle s'est par la suite enrichie d'autres approches à travers le monde, par exemple les études postcoloniales ou subalternistes, et s'est structurée à partir de 1969 avec la création de la revue *Antipode*. S'épanouit alors une géographie qui réactualise les clés d'interprétation marxistes en mettant en lumière les différentes manières dont l'espace peut être vu comme un facteur fondamental des rapports sociaux, avec comme références les pensées d'Henri Lefebvre, ou d'Yves Lacoste notamment. Depuis lors, elle s'est saisie de divers objets : la ville (Smith, 1996 ; Harvey, 1973), la division du travail (Massey, 1984 ; McDowell, 2009), la question environnementale (Peet, Watts, 1996 ; Smith, O'Keefe, 1980 ; Swyngedouw, Heynen, 2003) et plus généralement tous les domaines où le néo-libéralisme a renforcé de manière patente les rapports de domination (développement, organisations internationales, restructuration du capitalisme). Les différents courants féministes et *queer* ont également vigoureusement enrichi la critique tant du point de vue théorique que de l'activisme contestataire (Rose, 1993 ; Massey, 1994). Ces différentes radicalités se combinent aujourd'hui en géographie. Elles s'expriment dans les nouvelles revues qui ont émergé comme *Human Geography : A New Radical Journal* ou encore *ACME : an International E-Journal for Critical Geographies*, sans compter la participation de nombreux géographes à des revues contestataires dans d'autres champs. Les idées anarchistes – en particulier celles d'Élisée Reclus et de Pierre Kropotkine – ont été un arrière-plan constant, même si pas toujours revendiqué, des travaux de géographie critique, radicale ou contestataire.

« Alors que la “géographie de la liberté” était au centre de la théorie anarchiste dans le passé [...], aujourd'hui c'est la “liberté de la géographie” qui positionne la discipline comme un lieu idéal d'où explorer la pertinence et le potentiel, toujours d'actualité, de la pensée et de la pratique anarchiste » (Springer, 2013, p. 56).

GENÈSE ET INTENTIONS DE L'OUVRAGE

C'est dans ce contexte de renouveau de la critique sociale que s'inscrit cet ouvrage, qui rassemble les actes du colloque « Espace et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche » qui s'est tenu à l'université de Marne-la-Vallée

3. Voir notamment l'article d'Andy Merrifield, « Le “savoir situé” et l'exploration : retours sur les “expéditions géographiques” de W. Bunge », traduit dans *Géographies anglo-saxonnes* (STAZSAK *et al.*, 2001).

les 20 et 21 septembre 2012. À l'origine de ce colloque, il y eut des rencontres entre de jeunes chercheurs français et différents géographes radicaux.

L'une de ces rencontres fut celle de Neil Smith, ancien doctorant de David Harvey qui a été l'un des premiers à théoriser la notion de gentrification, mais qui a travaillé plus largement sur le développement géographique inégal dans un contexte capitaliste et la place de la nature dans ce système. Écossais nommé « *distinguished professor* » en anthropologie et géographie au Centre des hautes études de l'université de la ville de New York (CUNY Graduate center), il y créa le *Center for Place, Culture and Politics*, qui forme un creuset interdisciplinaire d'analyses radicales en sciences sociales, réunissant chercheurs et activistes et servant d'appui aux mobilisations locales. Chercheur respecté, Neil Smith était aussi un militant et une personne joviale et généreuse. Ayant été marqué par les premiers travaux d'Yves Lacoste traduits en anglais, il regrettait de ne lire ni parler le français et fut très enthousiaste à l'idée d'un colloque en France. Il nous fit l'honneur d'y participer bien qu'il était déjà affaibli par la maladie et il put enfin rencontrer Yves Lacoste en marge du colloque. C'est avec émotion et tristesse que nous avons appris sa mort quelques jours après son retour aux États-Unis, le 29 septembre 2012. Il avait alors 58 ans. Nous tenons à lui rendre hommage dans cette introduction, parce que son enthousiasme pour un projet encore très abstrait quelques années auparavant a contribué à le rendre tangible et continue de nous animer à l'heure de la publication de ces actes.

À travers cet ouvrage, il s'agit de mettre en avant et de discuter l'approche matérialiste des rapports sociaux de domination. Dans cette approche, les rapports sociaux de domination sont pensés comme des rapports inégalitaires sur une base économique qui fondent des groupes sociaux antagonistes. Dans les rapports de domination de classe produits par le système économique capitaliste, c'est l'exploitation dans le travail qui est au fondement même de l'existence des différentes classes (Marx, 2008 [1867] ; Bihr, 2012). De cette exploitation découle une inégalité structurelle en termes de répartitions des richesses et une oppression multiforme (dont l'aliénation au travail, la dévalorisation symbolique, les difficultés d'accès au logement, une place dévalorisée et menacée dans la ville, etc.) qui structurent ces classes (Bourdieu, 1979 ; Bihr, Pfefferkorn, 2008). Dans l'approche matérialiste du genre, le patriarcat est analysé comme un système économique et de domination autonome, dans lequel c'est l'exploitation domestique et sexuelle des femmes par les hommes qui détermine l'existence de classes de sexe et la construction du genre comme binaire, hiérarchique et complémentaire (Delphy, 2013 [1998] ; Guillaumin, 1992). Enfin, l'approche matérialiste du racisme comme un système de domination à part entière permet de montrer comment ce système produit les « races ». Celles-ci n'ont pas de fondement biologique, mais elles n'en existent pas moins socialement et produisent des effets sociaux propres, comme la surexploitation spécifique des populations racisées (qu'elles soient étrangères

ou non), de nombreuses discriminations, la naturalisation de ces discriminations et inégalités et, en définitive, l'aliénation des populations racisées (qui sont en grande partie assignées à une identité dévalorisée par les dominants) (Dorlin, 2009 ; Boggio Éwanjé-Épée, Magliani-Belkacem, 2012).

Comment appréhender l'espace dans les rapports sociaux de domination ? C'est une question à la fois théorique (l'espace joue-t-il un rôle spécifique dans ces rapports ?) et méthodologique (comment aborder la dimension spatiale de ces rapports de domination ?). La place de l'espace dans ces rapports de domination peut être abordée de différentes façons : on peut montrer, par exemple, que l'espace est un instrument de pouvoir et de reproduction du pouvoir des dominants, un facteur d'accumulation du capital dans le contexte capitaliste (Harvey, 2010), mais aussi un support de solidarité de classe et de résistance, voire d'émancipation.

Cela pose aussi la question de la comparabilité et de l'articulation des différents rapports de domination : peut-on comparer le rôle que joue l'espace dans ces différents systèmes de domination que sont le capitalisme, le patriarcat et le racisme ? Comment aborder la dimension spatiale du patriarcat par rapport à celle du capitalisme, par exemple ? Quels sont les limites et les problèmes méthodologiques posés par un tel questionnement ?

L'espace permet-il par ailleurs de penser d'autres rapports de domination (comme les rapports géopolitiques Nord-Sud, ou l'État comme système de domination) ? Comment articuler ces rapports-là avec les rapports de classe, de sexe et de race ? Et surtout, comment les définir ? En réfléchissant à leur fondement matériel, peut-on les penser comme des systèmes de domination à part entière permettant l'exploitation d'une classe dominée par une classe dominante ? Ou bien sont-ils des dérivés des précédents, des agencements particuliers des rapports de classe et de race notamment (dans le cas des rapports Nord-Sud) ? L'articulation des différents rapports de domination correspond au champ fécond de l'intersectionnalité. L'espace joue-t-il un rôle particulier précisément dans cette articulation ?

ORGANISATION DE L'OUVRAGE

Cet ouvrage entend présenter la manière dont les chercheurs et chercheuses francophones travaillant sur les questions spatiales se saisissent aujourd'hui des perspectives radicales, dans un contexte académique mondial dominé par les travaux anglophones. Il rassemble les contributions de chercheuses et de chercheurs français-es, mais aussi belges, suisses, ivoirien, ou encore italien-nes. Plusieurs sciences sociales y sont représentées outre la géographie, en particulier l'histoire, la sociologie et les sciences politiques, au sein desquelles le « tournant spatial » est bien réel. Cette interdisciplinarité vient confirmer combien la

segmentation disciplinaire est souvent un obstacle pour saisir les rapports sociaux de domination et leur relation à l'espace. Enfin, la plupart des textes réunis ici s'appuient principalement sur les résultats de recherches empiriques, comme l'ont également noté les coordinateurs du numéro spécial des *Carnets de géographes* sur les géographies critiques qui est paru un peu avant le colloque (Calbérac, Morange, 2012).

La première partie fait dialoguer des approches radicales issues de plusieurs pays (États-Unis, Royaume-Uni, France, Italie notamment). Les textes rappellent comment les approches radicales se sont construites dans le temps, en lien avec des contextes politiques, sociaux et économiques spécifiques, mais avec des références communes – à commencer par les géographes anarchistes du XIX^e siècle – renvoyant aux nombreuses circulations qui ont pu avoir lieu entre ces différents contextes nationaux. Les auteur-es s'interrogent plus particulièrement sur les pratiques voire sur *leurs* pratiques de recherche au sein des perspectives radicales en géographie, rappelant avec force qu'avant d'être un courant, la géographie radicale est une *façon de travailler* en se positionnant contre le système capitaliste, dans des universités transformées par les logiques néolibérales.

La deuxième partie interroge le statut de l'espace dans les rapports de domination, en interrogeant la conception que l'on peut se faire de chacun des deux termes ainsi que leur mise en relation. L'espace est ainsi envisagé comme produit ou comme producteur de rapports de domination, à travers l'analyse des systèmes productifs, des échelles de l'État ou des conflits sociaux.

Les parties suivantes correspondent à des entrées thématiques, qui renvoient à des champs de recherche bien identifiés : la question urbaine (partie 3), les études sur le genre, le sexe, la sexualité et l'intersectionnalité (chapitre 4), la question des migrations et celle des populations marginalisées (partie 5) et, enfin, l'environnement (partie 6). Tous ces textes ont en commun de mettre l'accent sur les conditions matérielles des rapports sociaux de domination. Ils interrogent à leur manière la façon dont l'espace est le produit de ces rapports sociaux de domination, que ceux-ci transforment l'espace ou passent concrètement par l'espace pour exclure, soumettre et contrôler ; ils montrent aussi que la dimension spatiale de la domination produit à son tour des inégalités, de la vulnérabilité, de l'oppression. Bon nombre d'entre eux insistent en outre sur les pratiques de résistances dans l'espace, rappelant le rôle d'acteurs locaux qui, dotés de ressources propres, construisent des stratégies, individuelles ou collectives, l'espace pouvant devenir dans ce cadre une ressource pour se faire entendre ou se rendre visible.

Si ce sont les rapports sociaux de classe qui sont sans nul doute le mieux informés dans le présent ouvrage, d'autres rapports sociaux de domination sont également abordés, en particulier dans les parties 4 et 5. En partant de la situation concrète de travailleurs ou de travailleuses migrant-es, de personnes refusant tant l'hétéronormativité que l'homonormativité, de minorités nationales ou encore de

migrant-es sans papiers, la plupart de ces textes invite à une approche *intersectionnelle* de la domination. L'espace apparaît comme un catalyseur de ces rapports de domination imbriqués dans la mesure où il les reflète, est construit par eux, et en même temps, les renforce. Il peut s'agir de l'assignation à un espace domestique, de restrictions d'accès aux espaces publics, ou encore de l'absence d'espace à soi (espace d'intimité, lieu de rassemblement, sol à cultiver, etc.). Mais l'espace est, là encore, aussi révélateur des marges d'autonomie conquises par des personnes en position de minorité ou dominées, celles-ci pouvant transgresser les normes ou au moins parvenir à être tolérées dans des espaces-temps donnés.

Cet ouvrage témoigne donc de la vivacité des approches empiriques dans la recherche francophone critique sur l'espace. Celle-ci s'inscrit à la fois dans la filiation des travaux des années 1970 en France et dans le foisonnement des nouvelles pensées critiques des années 1990-2000, tout en intégrant certains apports de la géographie radicale anglophone. En faisant mieux connaître ces travaux francophones, ces actes entendent réaffirmer l'utilité de penser l'espace dans la critique sociale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIHR A., *Les Rapports sociaux de classe*, Lausanne, Éditions Page deux, 2012.
- BIHR A., PFEFFERKORN R., *Le Système des inégalités*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2008.
- BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE F., MAGLIANI-BELKACEM S. (dir.), *Race et capitalisme*, Paris, Syllepse, 2012.
- BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- BOURDIEU P., *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de Minuit, 1979.
- CALBÉRAC Y., MORANGE M., « Géographies critiques “à la française” ? », *Carnets de géographes*, n° 4, septembre 2012.
- CASTELLS M., GODARD F., *Monopolville. Analyse des rapports entre l'entreprise, l'État et l'urbain à partir d'une enquête sur la croissance industrielle et urbaine de la région de Dunkerque*, Paris/La Haye, Mouton, 1974.
- DELPHY C., *L'Ennemi principal. Tome 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 3^e édition, 2013 [1^{re} édition 1998].
- DELPHY C., *L'Ennemi principal. Tome 2 : Penser le genre*, Paris, Syllepse, 3^e édition, 2013 [1^{re} édition 1998].
- DORLIN E. (dir.), *Sexe, race, classe : pour une épistémologie de la domination*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Actuel Marx/Confrontations », 2009.
- FREMONT A., HÉRIN R., CHEVALIER J., RENARD J., *Géographie sociale*, Paris, Armand Colin, 1984.

- GUGLIELMO R., GEORGE P., KAYSER B., LACOSTE Y., *La Géographie active*, Paris, Presses universitaires de France, 1964.
- GUILLAUMIN C., *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'Idée de Nature*, Paris, Côté-femmes, 1992.
- HARVEY D., *Géographie et capital*, Paris, Syllepse, 2010.
- HARVEY D., *Social Justice and the City*, Londres, Edward Arnold Publishers, 1973.
- HONNETH A., *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte, 2012 [1^{re} édition 2006].
- KEUCHEYAN R., *Hémisphère gauche*, Paris, Zones, 2010.
- LACOSTE Y., *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 2012 [1^{re} édition 1976].
- LOJKINE J., *Le Marxisme, l'État et la question urbaine*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.
- MARX K., *Le Capital, livre 1*, Paris, Gallimard, Folio, 2008 [1^{re} édition 1867].
- MASSEY D., *Space, place, and gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994.
- MASSEY D., *Spatial division of labor : social structures and the geography of production*, New York, Methuen, 1984.
- MATHIEU L., *Les Années 70, un âge d'or des luttes*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2010.
- MCDOWELL L., *Working bodies : Interactive service employment and workplace identities*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2009.
- MCKITTRICK K., *Demonic grounds : Black women and the cartographies of the struggle*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.
- PEET R., WATTS M., *Liberation ecologies : Environment, development, social movements*, Londres, Routledge, 1996.
- ROSE G., *Feminism and geography : The limits of geographical knowledge*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993.
- SMITH N., O'KEEFE P., « Geography, Marx and the concept of nature », *Antipode*, vol. 12, n° 2, 1980, p. 30-39.
- SMITH N., *Uneven Development : Nature, Capital and the Production of Space*, Oxford, Blackwell, 1984.
- SMITH N., *The New urban frontier : Gentrification and the revanchist city*, Londres, Routledge, 1996.
- SPRINGER S., « Anarchism and geography : a brief genealogy of anarchist geographies », *Geography Compass*, vol. 7, n° 1, 2013, p. 46-60.
- STASZAK J.-F., COLLIGNON B., CHIVALLON C., DEBARBIEUX B., GÉNEAU DE LAMARLIÈRE I., HANCOCK C. (dir.), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 2001.
- SWYNGEDOUW E., HEYNEN N. C., « Urban political ecology, justice and the politics of scale », *Antipode*, vol. 35, n° 5, 2003, p. 898-918.